

PRATIQUE DE LA TORTURE EN ALGÉRIE

Les Nations Unies notent un net recul

Pour Andréa Ori, du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, la pratique de la torture en Algérie «a enregistré un net recul par rapport aux années de la décennie noire», quoique souligne-t-il «quelques plaintes nous parviennent toujours».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - L'atelier sur le Protocole facultatif à la convention des Nations-Unies contre la torture (OPCAT), a ouvert ses portes, hier mercredi, à Alger avec la participation d'experts nationaux et internationaux de l'ONU.

Organisé à l'initiative de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (Cncppdh) et le Haut commissariat des droits de l'Homme des Nations-Unies, avec la participation de l'Association pour la prévention de la torture (APT), cet atelier «vise à donner l'opportunité aux pouvoirs publics entre autres parties prenantes

de se familiariser avec le texte et les organes de l'OPCAT».

L'Algérie qui est signataire de la Convention internationale contre la torture n'a pas encore ratifié le Protocole facultatif à la convention des Nations-Unies contre la torture. L'Opcat, qui a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2002 et entré en vigueur en 2006, est, en effet, un nouveau genre de traités internationaux des droits de l'Homme, fondés sur une approche préventive.

Un nouveau système complémentaire qui «consiste à minimiser le risque de torture en ouvrant les prisons, les postes de police, les institutions de santé mentale et tous les autres lieux de détention, à des contrôles indépendants qui contribuent à une meilleure application de ces lois».

Pour rappel, lors de la visite du Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme en Algérie, Navi Pillay, la question de la ratification de l'Opcat a été abordée. Le président de la Cncppdh, Farouk Ksentini qui s'était engagé à plaider en faveur de la ratifica-

tion de l'Opcat par l'Algérie, a réaffirmé hier, la disposition de son organisme à poursuivre ses efforts pour convaincre les pouvoirs publics du pays.

Ce dernier, qui a clarifié que la torture existe dans toutes les régions du monde, en dépit de son interdiction, a souligné qu'aucun cas ne leur a été signalé en Algérie, depuis 2001. De son côté Andréa Ori, du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, a tenu à rappeler qu'aucune situation particulière, voire aucun prétexte ne peut justifier la pratique de la torture.

Citant le cas de l'Algérie, ce dernier a fait savoir que les Nations Unies ont observé une nette amélioration par rapport à la période de la décennie noire, même s'il affirme que quelques plaintes continuent à leur parvenir.

M. M.



Photo : DR

Navi Pillay a déjà abordé la question de la ratification de l'Opcat.

STATUT D'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE AGRÉÉ
Une trentaine de dossiers avalisés

Une trentaine d'entreprises bénéficieront bientôt du statut d'opérateur économique agréé. Leurs dossiers ont été approuvés par la Direction générale des douanes en attendant qu'une soixantaine de dossiers le soient également d'ici la fin du premier trimestre.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Entré en vigueur en juillet dernier, le statut d'opérateur économique agréé deviendra une réalité pour une trentaine d'entreprises. Le directeur général des douanes signera leurs dossiers la semaine prochaine en attendant qu'une cinquantaine d'autres soient finalisés d'ici la fin du trimestre.

C'est le directeur de la législation, de la réglementation et des échanges au niveau de la Direction générale des douanes qui a fait hier cette annonce. Ce statut offrira aux bénéficiaires des facilitations, une sorte de privilège qu'il faudra néanmoins mériter puisque n'en bénéficient que les opérateurs économiques à jour de leurs impôts, qui ne sont pas frappés d'interdiction de domiciliation bancaire et qui déclarent normalement leurs marchandises à l'importation en s'acquittant de leurs redevances douanières. L'opérateur se doit de s'engager sur «la

sincérité, l'exactitude et l'authenticité des informations communiquées aux services des douanes accompagnant la demande de bénéfice du statut d'opérateur économique agréé» selon les termes du décret instituant ce statut.

Des déclarations faites lors d'une rencontre autour de la loi de finances organisée conjointement par la Chambre algéro-française d'industrie et de commerce, les douanes et le ministère des Finances. M. Bentahar présentera à cette occasion des chiffres en matière de droits de douane et de TVA affirmant qu'en 2011, le volume des droits de douane et de TVA réunis s'établissait à 578 milliards de dinars contre 790 milliards de dinars en 2012, soit une évolution de l'ordre de 36,56%. En ce qui concerne les droits de douane seuls, ils étaient évalués en 2011 à 219,6 milliards de dinars et à 334,4 de milliards de dinars soit une croissance de 52,2%. Le

volume de la TVA quant à lui s'établissait en 2011 à 219,6 milliards de dinars contre 441,6 milliards de dinars soit une hausse de 27,94%. Face à des opérateurs soulevant plusieurs préoccupations, M. Bentahar a rappelé les dispositions de la loi de finances prises en faveur des entreprises. Il a été interpellé au sujet de l'entrée en vigueur de nouvelles normes en matière d'importation des véhicules, notamment l'interdiction de l'introduction sur le marché algérien de véhicules ne répondant pas aux normes européennes de sécurité, M. Bentahar répondra n'avoir pas encore eu connaissance du rôle que les douanes doivent jouer dans ce cadre. Si les douanes sont tenues de faire les vérifications à leur niveau, elles le feront.

Pour sa part, M. Zekara, directeur de la réglementation et de la législation à la Direction générale des Impôts, est longuement revenu sur les dispositions de la loi de finances 2013 affirmant que cette dernière favorisait la stabilité juridique.

N. I.

DR BEKKAT, PRÉSIDENT DE L'ORDRE
DES MÉDECINS POUR LA RÉGION CENTRE :

«Nous allons nous attaquer
aux dérives en tous genres»

Il y a urgence à se concerter sur le système de santé en Algérie, a déclaré hier le docteur Bekkat. Il a aussi annoncé que l'ordre qui a entamé une concertation avec le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, promet de s'attaquer aux dérives en tous genres pour ce qui est de la pratique des professionnels.

F.-Zohra B - Alger (Le Soir) -Les médecins sont obligés d'être inscrits au tableau, a expliqué le docteur Bekkat, invité hier au forum du quotidien *DK News*. Pour l'intervenant, si 99% des médecins du secteur privé sont inscrits à ce tableau, dans le secteur public il y en a seulement 20% qui y sont inscrits. Il notera par ailleurs que la cotisation annuelle est aussi obligatoire. «En accord avec le ministère de la Santé et suite à une récente réunion, nous allons nous attaquer aux dérives de tous genres pour que le médecin exerce dans la dignité et respecte aussi le malade. Nous avons pris des mesures mais nous attendons que les malades se plaignent. Nous concourons avec la tutelle pour une meilleure médecine», a souligné le docteur Bekkat. «En tant que conseiller des pouvoirs publics en matière de loi, nous n'avons pas fait grand-chose. La santé doit être au centre des préoccupations politiques, et les relations actuelles avec le ministère sont meilleures. Les responsables sont tout à fait d'accord pour appliquer les règles de déontologie, nous avons fait des suggestions en vue d'un point de situation sur l'état de la santé en Algérie», a annoncé le président de l'ordre des médecins qui a aussi précisé que des propositions ont été faites à la tutelle pour l'organisation d'assises nationales sans exclusive pour des propositions constructives pour le court, le moyen et long terme. Le docteur Bekkat dira à ce propos que les dernières assises étaient de pure forme. Pour le spécialiste, il s'agit aussi de prendre en charge la question de la prévention qui selon lui, pourrait régler un grand nombre des problèmes de santé. Il mettra l'accent sur le rôle des collectivités locales pour ce qui est de la prévention primaire et donc de la prise en charge de l'hygiène. La lutte contre le cancer et les maladies chroniques commence aussi par la prévention a-t-il souligné. Concernant les médecines alternatives comme cela est le cas de la saignée, le docteur Bekkat dira que s'il s'agit d'un simple citoyen, la pratique relève du trouble à l'ordre public, vu que les médecins diplômés n'ont pas le droit de la pratiquer. Le Conseil de l'ordre des médecins existe dans 12 régions d'Algérie, il est chargé d'appliquer les règles de déontologie dont le code comporte 288 articles.

F.-Z. B.

SYNDICAT NATIONAL

DES JOURNALISTES (SNJ)

Campagne d'adhésion
et de réadhésion

Le Syndicat national des journalistes informe l'ensemble des journalistes algériens, tous secteurs et tous médias confondus, du lancement d'une campagne d'adhésion et de réadhésion pour l'année 2013.

L'adhésion est ouverte à l'ensemble des journalistes, photographes, cameramen, producteurs, réalisateurs ainsi qu'à l'ensemble des confrères correspondants ou travaillant en free-lance et ce, à la seule exclusion des éditeurs de presse ou de confrères détenant

des parts dans les entreprises médiatiques. Les confrères intéressés sont priés de fournir deux photos d'identité, six cents (600) dinars comme frais de cotisation en plus d'un formulaire à remplir disponible au niveau du siège du Syndicat, sis à la Maison de la presse Tahar Djaout à Alger.

Pour plus d'informations, appelez le 0554839133.

P/ le Syndicat national des journalistes, le secrétaire général, Kamel Amarni

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA JUSTICE

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION

PÉNITENTIAIRE ET DE LA RÉINSERTION

ÉTABLISSEMENT DE RÉÉDUCATION DE ADRAR

NIF : 408004001001019

AVIS D'ATTRIBUTION
PROVISOIRE DE MARCHÉ

Conformément aux dispositions des articles 49 alinéa 2 et 125 du décret présidentiel n° 10-236 du 07/10/2010 portant réglementation des marchés publics, modifié et complété, l'établissement de rééducation de ADRAR informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu à SOUMISSION n° 15/2012 portant fourniture de denrée alimentaire au profit de l'établissement de rééducation ADRAR et ses annexes (REGGANE, TIMIMOUNE) en six (06) lots (Lot N° 01 : Alimentation Générale & Lot n° 02 : lait et dérivés & Lot n° 03 : Fruits et Légumes frais & Lot n° 04 : Viandes Rouges Fraîches Ovine, Bovine, caméline et Viande Bovine Congelée & Lot n° 05 : Farine panifiable & Lot n° 06 : Poulets et (Eufs) qu'à l'issue de l'évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement aux entreprises suivantes comme suit :

Désignation	Entreprise	Montant de l'Offre DA/TTC	Note Technique /100 Pts	Observation
Lot n° 01	LAMRANI LOUNES NIF : 197415100080045	19.211.138.95	62	Moins-disant
Lot n° 02	HOCEINI ISMAIL NIF : 187081000125105	6.268.710.90	63	Moins-disant
Lot n° 03	YAKOUBI MOHAMED NIF : 198401080004643	7.455.517.60	58	Moins-disant
Lot n° 05	SPA MOULINS DE LA SAOURA NIF : 099301010281536	2.700.000.00	66	Moins-disant
Lot n° 04	BENTAHAR MILOUD NIF : 198410350074919	7.957.650.00	57	Moins-disant
Lot n° 06		3.523.806.00	57	Moins-disant

Les soumissionnaires désirant connaître les résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières sont invités à se rapprocher des services de l'économat de l'établissement de rééducation de ADRAR au plus tard trois (03) jours à compter de la date de la première publication de cet avis.

Conformément aux dispositions de l'article 114 du décret présidentiel n° 10-236 du 07/10/2010 portant réglementation des marchés publics. Tout soumissionnaire contestant ce choix, peut introduire un recours auprès de la commission ministérielle des marchés du ministère de la Justice, sis à 23, rue Taleb Abderrahmane, Bab El Oued - Alger, dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la première publication du présent avis dans la presse nationale.